
01001010406960012



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 101**

4 Ιουνίου 1996

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2405

Κύρωση της 151 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας «Για την προστασία του δικαιώματος οργάνωσης και τις διαδικασίες καθορισμού των όρων απασχόλησης στη δημόσια διοίκηση».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η 151 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας "Για την προστασία του δικαιώματος οργάνωσης και τις διαδικασίες καθορισμού των όρων απασχόλησης στη δημόσια διοίκηση", που ψηφίστηκε στη Γενεύη, στις 7 Ιουνίου 1978, από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, το κείμενο της οποίας στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION 151

Concernant la protection du droit d'organisation et les procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique.

La Conférence génerale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genéve par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1978, en sa soixante-quatrième session;

Notant les dispositions de la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et de la convention et de la recommandation concernant les représentants des travailleurs, 1971;

Rappelant que la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, ne vise pas certaines catégories d'agents publics et que la convention et la recommandation concernant les représentants des travailleurs,

1971, s'appliquent aux représentants des travailleurs dans l'entreprise;

Notant l'expansion considérable des activités de la fonction publique dans beaucoup de pays et le besoin de relations de travail saines entre les autorités publiques et les organisations d'agents publics;

Constatant la grande diversité des systèmes politiques, sociaux et économiques des Etats Membres ainsi que celle de leurs pratiques (par exemple en ce qui concerne les fonctions respectives des autorités centrales et locales, celles des autorités fédérales, des Etats fédéres et des provinces et celles des entreprises qui sont propriété publique et des différents types d'organismes publics autonomes ou semi-autonomes, ou en ce qui concerne la nature des relations d'emploi);

Tenant compte des problèmes particuliers que posent la délimination du champ d'application d'un instrument international et l'adoption des définitions aux fins de cet instrument, en raison des différences existant dans de nombreux pays entre l'emploi dans le secteur public et le secteur privé, ainsi que des difficultés d'interprétation qui ont surgi à propos de l'application aux fonctionnaires publics des dispositions pertinentes de la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, et des observations par lesquelles les organes de contrôle de l'OIT ont fait remarquer à diverses reprises que certains gouvernements ont appliqué ces dispositions d'une façon qui exclut de larges groupes d'agents publics du champ d'application de cette convention ;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la liberté syndicale et aux procédures de détermination des conditions d'emploi dans la fonction publique, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce vingt-septième jour de juin 1978, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978.

PARTIE I. Champ d'application et définitions

Article I

I. La présente convention s'applique à toutes les personnes employées par les autorités publiques, dans la mesure où des dispositions plus favorables d'autres conventions internationales du travail ne leur sont pas applicables.

2. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliqueront aux agents de niveau élevé dont les fonctions sont normalement considérées comme ayant trait à la formulation des politiques à suivre ou à des tâches de direction ou aux agents dont les responsabilités ont un caractère hautement confidentiel sera déterminée par la législation nationale.

3. La mesure dans laquelle les garanties prévues par la présente convention s'appliqueront aux forces armées et à la police sera déterminée par la législation nationale.

Article 2

Aux fins de la présente convention, l'expression "agent public" désigne toute personne à laquelle s'applique cette convention conformément à son article I.

Article 3

Aux fins de la présente convention, l'expression "organisation d'agents publics" désigne toute organisation, quelle que soit sa composition, ayant pour but de promouvoir et de défendre les intérêts des agents publics.

PARTIE II. Protection du droit d'organisation

Article 4

1. Les agents publics doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter attente à la liberté syndicale en matière d'emploi.

2. Une telle protection doit notamment s'appliquer en ce qui concerne les actes ayant pour but de:

a) subordonner l'emploi d'un agent public à la condition qu'il ne s'affilie pas à une organisation d'agents publics ou cesse de faire partie d'une telle organisation;

b) congédier un agent public ou lui porter préjudice par

tous autres moyens, en raison de son affiliation à une organisation d'agents publics ou de sa participation aux activités normales d'une telle organisation.

Article 5

1. Les organisations d'agents publics doivent jouir d'une complète indépendance à l'égard des autorités publiques.
2. Les organisations d'agents publics doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes d'ingérence des autorités publiques dans leur formation, leur fonctionnement et leur administration.
3. Sont notamment assimilées aux actes d'ingérence, au sens du présent article, des mesures tendant à promouvoir la création d'organisations d'agents publics dominées par une autorité publique, ou à soutenir des organisations d'agents publics par des moyens financiers ou autrement, dans le dessein de placer ces organisations sous le contrôle d'une autorité publique.

PARTIE III. Facilités à accorder aux organisations d'agents publics.

Article 6

I. Des facilités doivent être accordées aux représentants des organisations d'agents publics reconnues, de manière à leur permettre de remplir rapidement et efficacement leurs fonctions aussi bien pendant leurs heures de travail qu'en dehors de celles-ci.
2. L'octroi de telles facilités ne doit pas entraver le fonctionnement efficace de l'administration ou du service intéressé.
3. La nature et l'étendue de ces facilités doivent être déterminées conformément aux méthodes mentionnées dans l'article 7 de la présente convention ou par tous autres moyens appropriés.

PARTIE IV. Procédures de détermination des conditions d'emploi

Article 7

Des mesures appropriées aux conditions nationales doivent, si nécessaire, être prises pour encourager et promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de procé-

dures permettant la négociation des conditions d'emploi entre les autorités publiques intéressées et les organisations d'agents publics ou de toute autre méthode permettant aux représentants des agents publics de participer à la détermination desdites conditions.

PARTIE V. Réglement des différends

Article 8

Le règlement des différends survenant à propos de la détermination des conditions d'emploi sera recherché, d'une manière appropriée aux conditions nationales, par voie de négociation entre les parties ou par une procédure donnant des garanties d'indépendance et d'impartialité, telle que la médiation, la conciliation ou l'arbitrage, instituée de telle sorte qu'elle inspire la confiance de parties intéressées.

PARTIE VI. Droits civils et politiques

Article 9

Les agents publics doivent bénéficier, comme les autres travailleurs, des droits civils et politiques qui sont essentiels à l'exercice normal de la libeté syndicale, sous la seule réserve des obligations tenant à leur statut et à la nature des fonctions qu' exercent.

PARTIE VII. Dispositions finales

Article 10

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 11

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre douze mois après la date où sa ratification aura èté enregistrée.

Article 12

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années, mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 13

1. Le Directeur général du bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 14

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 15

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire

à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 16

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 17

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 151

ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΟΥ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΟΣ ΟΡΓΑΝΩΣΗΣ ΚΑΙ ΤΙΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΚΑΘΟΡΙΣΜΟΥ ΤΩΝ ΟΡΩΝ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗΣ ΣΤΗ ΔΗΜΟΣΙΑ ΔΙΟΙΚΗΣΗ

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε στη Γενεύη στις 7 Ιουνίου 1978 στην εξηκοστή τέταρτη σύνοδό της,

Αφού έλαβε υπόψη τις διατάξεις της Σύμβασης για τη συνδικαλιστική ελευθερία και την προστασία του συνδικαλιστικού δικαιώματος, 1948, της Σύμβασης για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης, 1949, και της Σύμβασης και Σύστασης για τους αντιπροσώπους των εργαζομένων, 1971,

Αφού υπενθύμισε ότι η Σύμβαση για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης (1949) δεν καλύπτει ορισμένες κατηγορίες δημοσίων υπαλλήλων και ότι η Σύμβαση και η Σύσταση για τους αντιπροσώπους των εργαζομένων (1971) εφαρμόζονται στους αντιπροσώπους των εργαζομένων στην επιχείρηση,

Αφού έλαβε υπόψη τη σημαντική ανάπτυξη των δραστηριοτήτων της δημόσιας διοίκησης σε πολλές χώρες και την ανάγκη ύπαρξης υγιών υπηρεσιακών σχέσεων ανάμεσα στις δημόσιες αρχές και τις οργανώσεις των δημοσίων υπαλλήλων,

Αφού διαπίστωσε τη μεγάλη διαφορά των πολιτικών, κοινωνικών και οικονομικών συστημάτων των Κρατών - Μελών, καθώς και της πρακτικής τους (π.χ. αναφορικά με τα αντίστοιχα καθήκοντα των κεντρικών και τοπικών αρχών, των ομοσπονδιακών Κρατών, των ομοσπόνδων Κρατών και των επαρχιών και τα καθήκοντα των κρατικών επιχειρήσεων και των διαφόρων τύπων αυτόνομων ή ημιαυτόνομων δημοσίων οργανισμών ή αναφορικά με τη φύση των σχέσεων απασχόλησης),

Αφού έλαβε υπόψη τα ιδιαίτερα προβλήματα που προκαλούνται από τον καθορισμό του πεδίου εφαρμογής ενός διεθνούς κειμένου και από την αποδοχή των ορισμών για τους σκοπούς του κειμένου αυτού, λόγω των διαφορών που υπάρχουν σε πάρα πολλές χώρες ανάμεσα στην απασχόληση στον δημόσιο και στον ιδιωτικό τομέα, καθώς και στις δυσχέρειες ερμηνείας που δημιουργήθηκαν με την ευκαιρία της εφαρμογής στους δημοσίους υπαλλήλους των διατάξεων της Σύμβασης για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης, 1949, και τις παρατηρήσεις με τις οποίες τα όργανα ελέγχου της Δ.Ο.Ε. διατύπωσαν επανειλημμένα την άποψη ότι ορισμένες κυβερνήσεις εφήρμοσαν τις διατάξεις αυτές με τέτοιο τρόπο ώστε να αποκλείονται μεγάλες ομάδες δημοσίων υπαλλήλων από το πεδίο εφαρμογής αυτής της Σύμβασης,

Αφού αποφάσισε να αποδεχτεί διάφορες προτάσεις σχετικά με τη συνδικαλιστική ελευθερία και τις διαδικασίες καθορισμού των όρων απασχόλησης στη δημόσια διοίκηση, ζήτημα που αποτελεί το πέμπτο θέμα στην ημερήσια διάταξη της συνόδου,

Αφού αποφάσισε να λάβουν οι προτάσεις αυτές τη μορφή διεθνούς σύμβασης,

Αποδέχεται σήμερα στις είκοσι επτά Ιουνίου χίλια εννιακόσια εβδομήντα οκτώ την ακόλουθη Σύμβαση, που θα αποκαλείται Σύμβαση για τις εργασιακές σχέσεις στη δημόσια διοίκηση, 1978.

ΜΕΡΟΣ Ι
ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΚΑΙ ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρο 1

1. Η Σύμβαση αυτή εφαρμόζεται σε όλα τα πρόσωπα που απασχολούνται από τις δημόσιες αρχές, εφόσον δεν εφαρμόζονται σ' αυτούς ευνοϊκότερες διατάξεις διεθνών συμβάσεων εργασίας.

2. Το μέτρο στο οποίο οι εγγυήσεις που προβλέπονται από τη Σύμβαση αυτή θα εφαρμόζονται και στους υπαλλήλους ανωτέρου επιπέδου, τα καθήκοντα των οποίων θεωρούνται κανονικά ότι σχετίζονται με τη διατύπωση των πολιτικών που θα πρέπει να ακολουθηθούν ή με διευθυντικά καθήκοντα ή στους υπαλλήλους που τα καθήκοντά τους έχουν πολύ εμπιστευτικό χαρακτήρα, θα καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία.

3. Το μέτρο στο οποίο οι προβλεπόμενες από τη Σύμβαση αυτή εγγυήσεις θα εφαρμόζονται στις ένοπλες δυνάμεις και στην αστυνομία θα καθορίζεται από την εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 2

Στη Σύμβαση αυτή, η έκφραση "δημόσιος υπάλληλος" σημαίνει κάθε πρόσωπο στο οποίο εφαρμόζεται η Σύμβαση αυτή σύμφωνα με το άρθρο 1 αυτής.

Άρθρο 3

Στη Σύμβαση αυτή, η έκφραση "οργάνωση δημοσίων υπαλλήλων" σημαίνει κάθε οργάνωση, ανεξάρτητα με τη σύνθεσή της, που έχει ως σκοπό να προωθεί και να προασπίζει τα συμφέροντα των δημοσίων υπαλλήλων.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ
ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΟΥ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΟΣ ΟΡΓΑΝΩΣΗΣ

Άρθρο 4

1. Οι δημόσιοι υπάλληλοι θα πρέπει να απολαύουν κατάλληλης προστασίας από κάθε πράξη διάκρισης που μπορεί να προσβάλει τη συνδικαλιστική ελευθερία στον τομέα της απασχόλησης.

2. Τέτοια προστασία θα πρέπει ιδίως να εφαρμόζεται για πράξεις που έχουν ως σκοπό να:

α) εξαρτήσουν την απασχόληση δημοσίου υπαλλήλου από την προϋπόθεση ότι δεν θα προσχωρήσει σε οργάνωση δημοσίων υπαλλήλων ή ότι θα πάψει να ανήκει σε τέτοια οργάνωση·

β) απολύσουν δημόσιο υπάλληλο ή να τον βλάψουν με οποιοδήποτε άλλο μέσο, λόγω της προσχώρησής του σε οργάνωση δημοσίων υπαλλήλων ή της συμμετοχής του στις κανονικές δραστηριότητες μιας τέτοιας οργάνωσης.

Άρθρο 5

1. Οι οργανώσεις δημοσίων υπαλλήλων πρέπει να έχουν απόλυτη ανεξαρτησία από τις δημόσιες αρχές.

2. Οι οργανώσεις δημοσίων υπαλλήλων θα πρέπει να απολαύουν κατάλληλης προστασίας από κάθε πράξη επέμβασης των δημοσίων αρχών κατά τη σύσταση, τη λειτουργία και τη διοίκησή τους.

3. Εξομοιούνται ιδίως με πράξεις επέμβασης σύμφωνα με το άρθρο αυτό τα μέτρα που σκοπούν να προωθήσουν τη σύσταση οργανώσεων δημοσίων υπαλλήλων που να εξουσιάζονται από την αρμόδια αρχή ή να υποβοηθήσουν τις οργανώσεις δημοσίων υπαλλήλων με οικονομικά ή άλλα μέσα με πρόθεση να θέσουν τις οργανώσεις αυτές κάτω από τον έλεγχο μιας δημόσιας αρχής.

ΜΕΡΟΣ III
ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΣΕΙΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ
ΝΑ ΠΑΡΑΣΧΕΘΟΥΝ ΣΤΙΣ ΟΡΓΑΝΩΣΕΙΣ
ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΥΠΑΛΛΗΛΩΝ

Άρθρο 6

1. Στους αντιπροσώπους των αναγνωρισμένων οργανώσεων δημοσίων υπαλλήλων θα πρέπει να παρέχονται διευκολύνσεις που να επιτρέπουν σ' αυτούς να εκπληρώνουν με ταχύτητα και αποτελεσματικότητα την αποστολή τους, τόσο κατά τη διάρκεια, όσο και εκτός του ωραρίου εργασίας.

2. Η παροχή τέτοιων διευκολύνσεων δεν θα πρέπει να παρεμποδίζει την αποτελεσματική λειτουργία της ενδιαφερόμενης διοίκησης ή υπηρεσίας.

3. Η φύση και η έκταση των διευκολύνσεων αυτών θα πρέπει να καθορίζονται σύμφωνα με τις μεθόδους που αναφέρονται στο άρθρο 7 της Σύμβασης αυτής ή με άλλα κατάλληλα μέσα.

ΜΕΡΟΣ IV
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΕΣ ΚΑΘΟΡΙΣΜΟΥ
ΤΩΝ ΟΡΩΝ ΑΠΑΣΧΟΛΗΣΗΣ

Άρθρο 7

Θα πρέπει να λαμβάνονται, αν είναι αναγκαίο, μέτρα σύμφωνα με τις εθνικές συνθήκες για να ενθαρρύνουν και να προωθήσουν την ευρύτερη ανάπτυξη και χρησιμοποίηση διαδικασιών που να επιτρέπουν τη διαπραγμάτευση των όρων απασχόλησης ανάμεσα στις ενδιαφερόμενες δημόσιες αρχές και τις οργανώσεις δημοσίων υπαλλήλων ή κάθε άλλης μεθόδου που να επιτρέπει στους αντιπροσώπους των δημοσίων υπαλλήλων να συμμετέχουν στον καθορισμό των όρων αυτών.

ΜΕΡΟΣ V
ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

Άρθρο 8

Ο διακανονισμός των διαφορών που προκαλούνται κατά τον καθορισμό των όρων απασχόλησης θα επιδιώκεται, με τρόπο που να προσαρμόζεται στις εθνικές συνθήκες, με διαπραγματεύσεις των μερών ή με διαδικασία που να παρέχει εγγυήσεις ανεξαρτησίας και αμεροληψίας, όπως είναι η μεσολάβηση, η συνδιαλλαγή ή η διαιτησία και να καθιερώνεται με τρόπο που να εμπνέει εμπιστοσύνη στα ενδιαφερόμενα μέρη.

ΜΕΡΟΣ VI
ΑΣΤΙΚΑ ΚΑΙ ΠΟΛΙΤΙΚΑ ΔΙΚΑΙΩΜΑΤΑ

Άρθρο 9

Οι δημόσιοι υπάλληλοι θα πρέπει να απολαύουν, όπως και οι άλλοι εργαζόμενοι, τα αστικά και πολιτικά εκείνα δικαιώματα που είναι ουσιώδη για την κανονική άσκηση της συνδικαλιστικής ελευθερίας με μόνη επιφύλαξη τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τη νομική τους κατάσταση και από τη φύση των καθηκόντων που ασκούν.

ΜΕΡΟΣ VII
ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 10

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της Σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζονται από αυτόν.

Άρθρο 11

1. Η Σύμβαση αυτή δεσμεύει εκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που η επικύρωσή τους θα έχει καταχωρηθεί από το Γενικό Διευθυντή.

2. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα (12) μήνες μετά από την καταχώριση από το Γενικό Διευθυντή, των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, η Σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει, για κάθε Μέλος δώδεκα (12) μήνες μετά την καταχώριση της επικύρωσής της από αυτό.

Άρθρο 12

1. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη Σύμβαση μπορεί να την καταγγείλει μετά τη λήξη περιόδου δέκα (10) ετών από την αρχική έναρξη της ισχύος της, με πράξη που θα κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και θα καταχωρίζεται από αυτόν.

Η ενέργεια της καταγγελίας θα αρχίσει μετά ένα (1) έτος από την ημέρα της καταχώρισής της.

2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη Σύμβαση και που μέσα σ' ένα έτος από τη λήξη της περιόδου των δέκα (10) ετών, που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, δεν θα ασκήσει το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπεται από το άρθρο αυτό, θα δεσμεύεται για μια νέα περίοδο δέκα (10) ετών και στη συνέχεια, θα μπορεί να καταγγέλλει τη Σύμβαση αυτή με τη λήξη καθεμιάς από τις επόμενες δεκαετίες, σύμφωνα με τους όρους αυτού του άρθρου.

Άρθρο 13

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί σε όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επι-

κυρώσεων και των καταγγελιών που θα του κοινοποιούνται από τα Μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης από τις επικυρώσεις που θα του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα επισύρει την προσοχή των Μελών της Οργάνωσης στην ημερομηνία από την οποία θα αρχίσει να ισχύει η Σύμβαση αυτή.

Άρθρο 14

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα κοινοποιεί στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και τις πράξεις καταγγελίας που θα έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τα προηγούμενα άρθρα.

Άρθρο 15

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση πάνω στην εφαρμογή της Σύμβασης αυτής και θα εξετάζει αν είναι σκόπιμη η εγγραφή στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέματος ολικής ή μερικής αναθεώρησής της.

Άρθρο 16

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί, ολικά ή μερικά, τη Σύμβαση αυτή και εφόσον η νέα σύμβαση δεν θα ορίζει διαφορετικά:

α) η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια, κατά παρέκκλιση από τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 12, την άμεση καταγγελία αυτής της Σύμβασης με την επιφύλαξη ότι θα έχει τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρητική σύμβαση·

β) από την ημέρα που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση παύει η δυνατότητα για τα Μέλη να επικυρώνουν αυτή τη Σύμβαση.

2. Η Σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε κάθε περίπτωση σε ισχύ με τη σημερινή μορφή και το περιεχόμενό της για τα Μέλη εκείνα που την έχουν επικυρώσει και δεν θα επικυρώσουν την αναθεωρητική σύμβαση.

Άρθρο 17

Το γαλλικό και αγγλικό κείμενο αυτής της Σύμβασης είναι το ίδιο αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Σύμβασης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 11 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 29 Μαΐου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΔΗΜ. ΔΙΟΙΚΗΣΗΣ ΚΑΙ ΑΠΟΚΕΝΤΡΩΣΗΣ
ΑΠ.-ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΛΕΞ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΚΟΙΝ. ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 30 Μαΐου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 • ΑΘΗΝΑ 104 32 • TELEX 223211 YPET GR • FAX 52 34 312

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		**ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ** ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.		
Πληρόφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5225761	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ	(031)	423955
	5230841	25ης Μαρτίου 21 Τ.Κ. 541 00		423956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών ΦΕΚ	5225713	ΠΕΙΡΑΙΑΣ		4136402
	5249547	Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31		4171307
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239762	ΠΑΤΡΑ	(061)	271249
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248141	Κορίνθου 327 Τ.Κ. 262 23		224581
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ		
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5248785	Διοικητήριο Τ.Κ. 454 44	(0651)	21901
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και		ΚΟΜΟΤΗΝΗ	(0531)	22637
αποστολή Φ.Ε.Κ. με πληρωμή μέσω Δ.Ο.Υ.	5248320	Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00		26522

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
- Μέχρι 16 σελίδες 100 δρχ.
- Από 16 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α' (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	30.000 δρχ.	1.500 δρχ.
Β' (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Γ' (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	10.000 »	500 »
Δ' (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	25.000 »	1.250 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού ΝΠΔΔ)	10.000 »	500 »
Παράρτημα (Πίνακες επιτυχόντων διαγωνισμών)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	150.000 »	7.500 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	120.000 »	6.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίδουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι διπλάσιες των παραπάνω αναφερομένων και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Οικονομικού του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του ποσοστού του ΤΑΠΕΤ που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται στην Αθήνα από το Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Καποδιστρίου 34 - Αθήνα) και στις άλλες πόλεις από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Δήμοι και οι Κοινότητες πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες κοινού λειτουργούν καθημερινά από 08.00' έως 13.00'

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ